

Investissements et rentabilité

# Assurer la pérennité de l'entreprise agricole québécoise

**En 2008, la dette des agriculteurs canadiens s'élevait à 58 milliards de dollars, soit deux fois et demie la dette détenue il y a 15 ans (23 G\$). Au Québec et en Ontario, la dette a presque triplé. Yves Mathieu, vice-président Marchés agricole et agroalimentaire au Mouvement Desjardins, demeure tout de même optimiste. Il nous explique pourquoi.**



Photo : Louis Arthur

Yves Mathieu

**Partenaires:** L'endettement des fermes fait souvent les manchettes, quel est l'état de la situation?

**Yves Mathieu:** Pour une entreprise en exploitation, ce qui importe, c'est le poids de sa dette par rapport à son revenu agricole. En 1993, le Québec comptait moins de 1 \$ de dette pour 1 \$ de revenu. Aujourd'hui, c'est 1,42 \$ de dette par dollar de revenu, une détérioration inquiétante. On entend souvent dire que les entreprises du Québec sont plus endettées qu'ailleurs. C'est vrai lorsque l'on s'attarde au degré d'autonomie financière (avoir net/actif), mais le poids de la dette par rapport aux revenus est à peu près le même (dette/revenus) ou plus avantageux qu'en Ontario (dette/revenus nets).

De 1997 à 2002, le taux d'endettement des entreprises a augmenté, suivant la hausse du prix des terres et du quota. Dans le secteur laitier, nous avons été témoin d'expansions rapides et d'investissements pour la modernisation des étables et des structures d'entreposage. Depuis 2002, les investissements ont ralenti et les ratios

d'endettement se stabilisent. Par contre, nos entreprises agricoles vivent encore avec cet héritage.

**Partenaires:** En quoi l'endettement actuel est-il préoccupant?

**Yves Mathieu:** Un endettement élevé réduit les liquidités disponibles pour faire face aux variations de revenus ou aux imprévus. L'entreprise surendettée risque d'avoir de la difficulté à faire face à ses dépenses courantes ou aux paiements de sa dette. Pour l'industrie, c'est toute sa capacité d'adaptation aux aléas de l'économie qui est en jeu. Avec la mondialisation, nos marchés agricoles sont de plus en plus exposés à de fortes fluctuations, comme les taux de change, les guerres commerciales, l'effet de la demande et de l'offre des pays asiatiques ou les épidémies.

Au Québec, l'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) absorbe en partie ces baisses de revenus, mais sa capacité d'intervention est de toute évidence limitée. Pour les productions sous gestion de l'offre, les négociations à l'Organisation mondiale du commerce vont changer les règles du jeu, mais, même sans accord, les variations du prix mondial du lait et du taux de change peuvent réduire l'efficacité des barrières tarifaires.

**Partenaires:** Le rapport Saint-Pierre pointe l'abondance de capitaux et l'ASRA comme une cause de l'endettement. Quel est votre avis?

**Yves Mathieu:** Les causes de l'endettement sont multiples et le rapport Saint-Pierre en a fait une longue liste. Mais il n'y a pas de lien entre le nombre d'institutions prêteuses et la situation financière des entreprises. Selon moi, ce qui est significatif, c'est la perception des risques de marché et les pratiques d'affaires en matière de financement.

Il est clair que les productions sous gestion de l'offre ainsi que les programmes de soutien des revenus ont offert un environnement économique plus stable au Québec. Ce climat a favorisé les investissements et, en parallèle, l'endettement, mais sur la base de revenus nets plus élevés. De fait, l'agriculture québécoise démontre une meilleure rentabilité du capital que sa voisine ontarienne. Autrement dit, les agriculteurs et les prêteurs ont pris des décisions d'affaires ni pires ni meilleures, mais en fonction du contexte existant.

Quant aux pratiques financières, règle générale, les institutions financières ont toutes des critères de gestion des risques et aucune n'apprécie une hausse des retards sur prêts. Par contre, nous connaissons tous des cas d'entreprises déjà endettées fragilisées par l'ajout de nouveaux projets. Même si les garanties sont suffisantes et la capacité de remboursement possible, il faut se demander si c'est la meilleure option pour

Suite à la page 14.

	Dette agricole 1993 (G\$)	Dette agricole 2008 (G\$)	Ratio dette/revenus 1993	Ratio dette/revenus 2008	Ratio dette/revenus nets 1993	Ratio dette/revenus nets 2008
Canada	23,4	58,0	0,97	1,26	6,86	9,46
Québec	3,6	10,7	0,91	1,42	5,39	15,54
Ontario	5,0	14,2	0,85	1,39	10,53	54,32

Source : Statistique Canada

Suite de la page 12. **Assurer la pérennité de l'entreprise agricole québécoise**

l'entreprise. C'est dans cette zone grise que l'approche peut différer d'une institution financière à l'autre.

Dans son rapport à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Desjardins a appelé l'ensemble des prêteurs à s'engager à une rigueur exemplaire dans l'accord de financement, c'est-à-dire une approche qui valorise la rentabilité des projets et de l'entreprise. Pour Desjardins, c'est une question de viabilité de chaque entreprise et, en bout de piste, de celle du secteur agricole.

**Partenaires :** Demeurez-vous optimiste?

**Yves Mathieu :** Oui. Depuis trois ans, le rythme des investissements a nettement ralenti au Québec. Le taux de croissance de la dette agricole ne dépasse pas 3 % ou 4 % annuellement, ce qui constitue un creux historique. Le ratio dette/revenus est encore élevé, mais il est en diminution, ce qui est une excellente nouvelle. La fixation d'un

prix plafond du quota a contribué à limiter le taux d'endettement des fermes laitières, une initiative qui fait ses preuves lorsque que l'on compare les prix actuels avec le prix des autres provinces. Les jeunes agriculteurs et agricultrices de la nouvelle génération sont mieux formés, plus sensibles aux notions de gestion et de planification, et l'innovation et la formation continue font partie de leurs priorités. En plus, pour chacune des productions, il y a des entreprises très rentables qui démontrent que l'on peut encore améliorer les façons de faire!

**Partenaires :** Quels conseils donneriez-vous aux entreprises agricoles?

**Yves Mathieu :** Profiter des périodes rentables pour épargner ou diminuer leur dette, et viser les investissements qui améliorent la rentabilité. Plusieurs entreprises auraient avantage à explorer la mise en commun de la machinerie (CUMA), une formule qui, contrairement à ce que l'on pense, ne con-

vient pas qu'aux petites entreprises! Une bonne planification stratégique aide à mesurer l'importance et l'urgence d'un investissement et évite de se faire distraire de ses objectifs.

Il est dangereux de croire qu'une bonne gestion peut compenser pour un endettement très élevé. En cas de coup dur, cela ne donne aucune garantie. Pire, l'entreprise déjà très efficace ne peut plus dégager de marge de manœuvre additionnelle. Je crois qu'il est essentiel de réactualiser la notion de mise de fonds et d'excédent monétaire, des notions de base qui ont été trop souvent oubliées.

Enfin, votre conseiller ou votre directeur de comptes connaît bien votre entreprise, il peut éviter des erreurs coûteuses. Il y a de bons investissements, mais le meilleur est parfois celui que l'on remet à plus tard ou que l'on fait autrement et bravo à tous les finalistes, dont la Ferme porcine Marnie SENC située à Saint-Charles-de-Bellechasse, membre du Centre financier aux entreprises de Bellechasse, et propriété de Martin Boutin et Mélanie Chainé. 